



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES ENFANTS : LES ENFANTS RESTENT LES PREMIÈRES VICTIMES DES CRISES HUMANITAIRES

Plus de 40 % des victimes à Gaza sont des enfants. 3 millions d'enfants ont été déplacés au Soudan. Les enfants, et les filles en particulier, sont les premières victimes des conflits et des crises. À l'approche de la Journée internationale des droits des enfants et de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, il est plus que jamais nécessaire de protéger les droits des enfants, notamment en situations d'urgence.



LES ENFANTS, PREMIÈRES VICTIMES DES CONFLITS ET DES CRISES HUMANITAIRES

268 millions d'enfants sont touchés par les crises aujourd'hui dans le monde. Alors que les urgences de toute nature ne cessent de se multiplier et de se renforcer, il est plus urgent que jamais de protéger les droits des enfants en contexte de crise. **Tous les enfants ont le droit de vivre à l'abri de la violence et de la peur**, et il est de la responsabilité collective de la communauté internationale de protéger ce droit.

Les enfants, victimes innocentes des conflits, endurent les souffrances les plus profondes. Les images de Palestine et d'Israël nous le rappellent chaque jour : **plus de 4500 enfants ont été tués depuis le 7 octobre**, soit plus que le nombre annuel d'enfants tués dans les zones de conflit depuis 2019.

Au Soudan, après 7 mois de guerre, 14 millions d'enfants ont un besoin urgent d'une aide humanitaire vitale. Aucun enfant n'a pu retourner à l'école : c'est l'avenir d'une génération entière qui est en jeu.

DES RISQUES SPÉCIFIQUES POUR LES FILLES ET LES FEMMES

Plus vulnérables et discriminées, les filles voient leurs droits plus facilement bafoués en contextes de crise. À Gaza, l'ONU Femmes estime que près de 500 000 femmes et filles ont dû quitter leur domicile.

« Les filles et les femmes en situation d'urgence sont exposées à des risques plus élevés de violences sexistes et sexuelles, d'exploitation et de traumatismes psychologiques. »

Jennifer Olivier, Responsable des programmes humanitaires à Plan International France

Les organisations humanitaires sont vitales en contexte de crises. Mais en situations de conflits, elles sont souvent empêchées d'apporter de l'aide aux populations. A Gaza comme dans toutes les autres crises, **l'acheminement de l'aide humanitaire essentielle et vitale doit être facilité.**

La Directrice générale de l'ONG Plan international France, Anne Bideau, interviendra lors du colloque Les droits de l'enfant dans les contextes de crise organisé à l'Assemblée nationale le 23 novembre matin par le Groupe Enfance de la Coordination Humanitaire et Développement et la Délégation aux droits des enfants de l'Assemblée nationale.

Pour toute demande d'accréditation pour le colloque ou demande d'interview, merci de contacter :

Diane Richard : diane.richard@plan-international.org / +33 7 86 45 12 10

A PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Exiger l'égalité entre les filles et les garçons et le respect de leurs droits fondamentaux, c'est œuvrer pour un monde plus juste et durable. Notre ambition : accompagner une génération de filles fortes et engagées pour transformer le monde. Depuis sa création en 1993, l'ONG Plan International France agit aux côtés des filles pour faire respecter leurs droits et atteindre l'égalité de genre. En contexte de développement ou en situation d'urgence, Plan International France intervient en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine et accompagne les enfants, en particulier les filles, les jeunes ainsi que leurs communautés grâce à des solutions durables et adaptées à leurs besoins. Pour mettre en œuvre ses programmes, l'ONG peut compter sur une communauté fidèle et engagée de près de 40 000 donateur-ices, dont 32 000 marraines et parrains, sur les entreprises engagées à ses côtés, ainsi que sur des subventions publiques. En France, l'ONG mène des missions de sensibilisation du grand public aux droits des filles et à l'égalité filles-garçons ainsi que des actions de plaidoyer auprès des décideur et décideuses politiques ou institutionnel-les.